

Controverse interacadémique sur le thème Alimentation et Population – Paris 2024
SYNTHESE DES TRAVAUX

Le GID, Groupement Interacadémique pour le Développement a proposé lors de son Assemblée Générale du 3 Octobre 2023 d'organiser une première controverse, approche originale de discussions et d'échanges entre académiciens sur la base de propositions contradictoires sur des sujets précis.

Il a ainsi été décidé de préparer une première controverse sur le thème majeur « Alimentation et Population » en plusieurs étapes. Une note de cadrage et un questionnaire structuré autour de 38 thèmes ont été rédigés puis adressés à une trentaine d'académiciens membres du GID. Les réponses ont fait l'objet d'une première analyse et d'une synthèse. Un colloque a ensuite été organisé en présentiel le 30 mai 2024 dans la bibliothèque de l'Académie d'agriculture de France à Paris, réunissant 22 académiciens de 10 pays du pourtour méditerranéen et d'Afrique sub-saharienne (Algérie, Bénin, Côte d'Ivoire, France, Grèce, Italie, Liban, Madagascar, Sénégal et Turquie).

Tous ces échanges ont été très denses et variés, avec des points de vue et des positionnements souvent différents. C'est la synthèse à la fois des réponses au questionnaire et des discussions lors du colloque du 30 mai qui est présentée dans cette note.

Les réponses au questionnaire représentent 174 pages dactylographiées fort intéressantes, et les débats en colloque ont duré plus de 8 heures le 30 mai.

A partir de toutes ces contributions provenant de ces pays, illustrant différentes réalités mais aussi différentes manières d'en rendre compte, il est intéressant et significatif d'identifier et de distinguer les points qui ont fait l'objet d'une réelle convergence entre les participants, de ceux qui ont engendré une vraie divergence.

Les points de convergence :

- Importance de la thématique Alimentation et population :
Les réponses de tous les académiciens permettent de dresser un panorama des sujets qui nous préoccupent et qui font du lien entre alimentation et population un objet central pour le futur de nos sociétés, en raison des crises enchâssées concernant l'environnement, le climat, la santé et les dynamiques économiques, sociales et politiques.

- Retour à l'agenda de la notion de souveraineté alimentaire :
Cela fait suite aux crises sanitaires et sécuritaires qui créent des incertitudes sur le marché mondial. La problématique des dernières décennies portait plutôt sur les questions d'approvisionnement et d'augmentation de la production, dans les contextes de transition démographique, de contrôle des prix, de spéculation et d'hyper volatilité des prix.
La question de la souveraineté avait émergé dans les années 1990, promue par la Via Campesina regroupant des agriculteurs de nombreux pays et des organisations de la

société civile, en réponse aux conséquences indésirables de la mondialisation. Les académiciens participants ont tous confirmé que la souveraineté alimentaire est une priorité dans leurs pays.

- Importance de la sécurité hydrique :

La grande dépendance des productions agricoles à l'égard des ressources en eau a été soulignée par tous les académiciens, certains parlant même de « souveraineté hydrique ». Ce point est extrêmement sensible autour de la Méditerranée : le changement climatique oblige tous les pays à une gestion plus rigoureuse et innovante de leurs ressources, ainsi qu'à la promotion de cultures moins exigeantes en eau.

- Les industries agro-alimentaires jouent un rôle majeur pour transformer et conserver les produits alimentaires :

Tous les participants considèrent que dans leur pays, la présence d'outils industriels de petite, moyenne et grande taille, est indispensable pour assurer la conservation, la transformation et la valorisation de leurs productions agricoles. Il s'agit d'apporter de la valeur ajoutée aux productions, de faciliter leur commercialisation, et de limiter les pertes. Plusieurs académiciens des pays africains ont indiqué que cette présence industrielle est encore insuffisante, notamment pour une première transformation de leurs produits de rente exportés. Une des difficultés rencontrées est la fourniture d'emballages en quantité et qualité suffisante.

- Constat d'une diversification de régimes alimentaires :

Tous les académiciens notent l'évolution récentes des pratiques alimentaires en fonction des pays, de l'âge des consommateurs et de leur localisation urbaine ou rurale. La restauration rapide progresse partout, même si les traditions culinaires et gastronomiques restent très ancrées dans chaque pays, créant une coexistence de régimes alimentaires, qui s'accompagne d'un déclin des diètes traditionnelles telles que le « régime méditerranéen ».

- Rôle des mouvements de population :

Cette convergence peut paraître surprenante, mais pratiquement tous les pays, au Sud comme au Nord, indiquent l'utilisation fréquente d'une main d'œuvre bon marché provenant d'une immigration extérieure lorsque les productions le nécessitent.

- Lutte contre les pertes et gaspillages :

Tous les pays sont conscients que pour améliorer leur souveraineté alimentaire, la réduction des pertes et du gaspillage est une des voies d'amélioration. Dans certaines productions agricoles, principalement dans les pays du Sud, les pertes au champ dans les premières étapes post-récoltes et dans les unités de transformation sont souvent très importantes quand les filières sont mal organisées ou quand la logistique est défaillante (silos, chaîne du froid, etc.). Dans les pays à haut revenu, le gaspillage concerne principalement la chaîne de distribution, les formes de restauration collective et les usages domestiques. L'information et l'éducation des consommateurs, la formation des opérateurs et la valorisation des rebuts commerciaux constituent des voies potentielles de progrès.

- Éducation à l'alimentation :

Les académiciens ont partagé l'importance de cette pédagogie alimentaire, pour la jeunesse et le grand public.

Cet outil peut être utile pour la promotion d'une alimentation équilibrée et durable. L'alimentation scolaire tient un rôle non négligeable, ainsi que le reconnaît la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, issue du Sommet Mondial des Nations-Unies sur les Systèmes Alimentaires (UNFSS) de 2021, qui regroupe aujourd'hui 87 États membres ainsi que l'UE et l'UA.

Les points de divergence :

- Agriculture « intensive » et agroécologie :

Ce fut clairement le sujet le plus controversé lors du colloque du 30 mai, et l'objet de discussions animées entre académiciens :

Nombre d'entre eux défendent le modèle de l'agroécologie, outil qu'ils estiment indispensable afin que les systèmes alimentaires et leur composante agricole contribuent aux objectifs du développement durable (ODD) 2030 des Nations unies.

D'autres participants, notamment africains, pensent que si l'agroécologie ne doit pas être négligée, elle ne peut répondre seule aux besoins alimentaires, présents et à venir des populations de leurs différents pays. Pour eux, il faut conserver une agriculture dite conventionnelle, voire « intensive », même si ce dernier terme n'est pas vraiment adapté : il faut que les rendements agricoles soient suffisants pour nourrir les populations, ce que ne garantit pas, pour ces pays aujourd'hui, l'agroécologie. Le terme d'agriculture « responsable » est ainsi de plus en plus employé : il s'agit à la fois de produire « plus » et « mieux ».

Sur ce sujet, il est apparu qu'il serait préférable de rechercher une « cohabitation harmonieuse » des deux approches plutôt que de les opposer. Nulle part l'agriculture est unique, on observe « des » agricultures, et cette diversité doit être préservée. Néanmoins, au-delà de ces déclarations, les conditions politiques, sociales et économiques de la cohabitation de modèles de production restent à préciser.

- Utilisation des intrants dans les productions agricoles :

Ce point est très complémentaire du précédent : les défenseurs de l'agroécologie dénoncent l'utilisation massive par l'agriculture dite « intensive » d'intrants présentant des risques pour la santé (engrais, pesticides et autres produits de la chimie de synthèse). Les partisans d'une agriculture « responsable » considèrent qu'une agriculture moderne doit continuer d'utiliser certains intrants, facteurs de production indispensables, mais leur utilisation doit être limitée et raisonnée par respect pour l'environnement et également pour des raisons de coûts, car ces intrants sont très majoritairement importés.

Plusieurs académiciens ont souligné le danger de certains intrants pour la biodiversité : la préservation de celle-ci est une priorité dans tous les pays. La préservation des ressources génétiques des plantes cultivées a aussi été soulignée.

- Concilier souveraineté et sécurité alimentaire avec les échanges internationaux :

Ce fut aussi un sujet très discuté, en particulier par les académiciens de pays ayant d'importantes productions agricoles dites « de rente » destinées à l'export. Ils considèrent en effet que ces produits exportés, très souvent de grande consommation, sont essentiels à l'équilibre économique de leurs pays. Ils leur permettent d'importer des biens qui ne peuvent être produits sur place.

Le fonctionnement des échanges internationaux de produits agricoles et alimentaires pilotés par des marchés « spot » très volatiles appelle cependant une régulation réduisant les risques pour les consommateurs (la pénurie peut conduire à des émeutes de la faim) et pour les producteurs qui ont besoin de visibilité à moyen et long terme pour investir.

Tous les académiciens étaient en revanche d'accord pour ne pas confondre souveraineté alimentaire, sécurité alimentaire et autosuffisance, trois notions dont la prise en compte doit être spécifique. Le périmètre de cette souveraineté (locale, nationale, régionale) a également fait l'objet d'échanges.

Un exemple frappant de ces distinctions est la modification majeure de l'approvisionnement en protéines animales des marchés des pays côtiers du golfe de Guinée : la fermeture de leurs frontières nord a interdit l'importation de bétail sur pied, remplacé très rapidement par de la viande de volailles, encore souvent importée mais de plus en plus produite localement.

- Utilisation des nouvelles technologies :

L'analyse des impacts sur le développement durable de nombreux progrès technologiques récents (Chimie, OGM, édition du génome, intelligence artificielle, réseaux de communication, privatisation et commercialisation du vivant, agriculture de précision, etc.) n'a pas fait l'objet d'un consensus. Les positions des pays sont assez différentes, en particulier sur les alternatives techniques possibles.

Pour certains, une poignée de leaders mondiaux (les « GAFAM » de l'agriculture) ont une influence grandissante et néfaste sur les productions agricoles et alimentaires mondiales.

- Rôle des subventions et des prix agricoles :

Le conflit en Ukraine a généré une conjoncture inflationniste généralisée qui a bouleversé les critères de fixation des prix alimentaires. Les subventions aux agriculteurs par les pouvoirs publics sont une réalité depuis longtemps dans les pays de l'Union Européenne, elles sont peu pratiquées dans les pays du Sud, où les pouvoirs publics essaient de mieux organiser les producteurs, par exemple en élargissant la saisonnalité des récoltes. L'importation de produits de première nécessité (farine de blé, riz...) est cependant souvent pratiquée pour préserver la paix sociale.

Un académicien a préconisé une aide alimentaire directe aux populations les plus défavorisées.

D'autres questions n'ont pu être que rapidement abordées, même si tous les participants en indiquaient l'importance :

- Quel est le rôle des secteurs privés et financiers dans les politiques publiques ?
- Comment rémunérer les services environnementaux rendus par les systèmes alimentaires et leur composante agricole ?
- Peut-on repenser le commerce international alimentaire pour favoriser une alimentation durable ?

- Dans chaque pays, comment éviter que les produits importés, nécessitant des transports émetteurs de CO², ne supplantent les produits d'origine locale ?
- Quelle importance revêt l'élevage dans l'agriculture responsable ?
- Quelle est la relation entre régimes fonciers et production agricole ?

Premières conclusions et recommandations :

La richesse des échanges de cette controverse GID a permis de mettre l'accent sur plusieurs questions fondamentales pour l'avenir de nos sociétés.

L'alimentation est au cœur de la vie de chaque homme et des sociétés, et pour une très grande partie de l'humanité cela reste une préoccupation quotidienne, avec une prise en charge par les États très variable.

Une meilleure répartition des productions agricoles et alimentaires sera indispensable pour nourrir les 10 milliards d'individus qui peupleront notre planète à l'horizon 2050. Mais il faudra nourrir sans détruire, ou nourrir sans dévaster, ni épuiser les ressources naturelles sur lesquelles reposent ces productions. Les enjeux alimentaires et environnementaux doivent donc être conciliés dans tous les modèles d'organisation et de développement.

Ces défis sont particulièrement complexes, et pour y répondre, la controverse GID met en évidence des convergences, mais aussi plusieurs points de divergence, dont certains sont majeurs.

Le GID propose en premier lieu d'organiser une communication ciblée sur les résultats de cette controverse, les points d'accord et de désaccord, puis de les approfondir, afin de dégager et de proposer des solutions pour l'avenir.

Quelques exemples peuvent être énoncés par les premières questions suivantes :

- Peut-on clarifier, ou organiser une cohabitation entre les modèles très différents que sont l'agroécologie et l'agriculture conventionnelle, qu'il serait préférable de qualifier de « responsable » ?
- Est-il possible de codifier l'utilisation raisonnée d'intrants sélectionnés et de technologies nouvelles ?
- Comment mieux concilier le rôle de l'agriculture de rente et celui de l'agriculture vivrière dans la souveraineté alimentaire ?
- Le respect de la biodiversité peut-il être amélioré par certaines pratiques (land-sharing / land-sparing) ?
- Quelles sont les bonnes échelles territoriales pour des systèmes alimentaires durables ?
- Comment développer l'éducation alimentaire des populations ?
- Comment redéployer la « chaîne des savoirs » (recherche, expérimentation, développement, partage de connaissances, formation, information), incluant innovations technologiques et organisationnelles et savoirs autochtones, pour une meilleure contribution des systèmes alimentaires à une alimentation durable ?

Une autre approche que pourra proposer le GID sera de différencier cette réflexion selon quatre zones climatiques et géographiques où les contextes sont différents : zone aride et semi-aride, zone tropicale, zone tempérée, zone méditerranéenne.